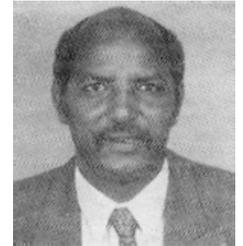


Les lauréats 2007

Le Journaliste de l'année

qui, par son activité professionnelle, ses prises de position ou son attitude, a su témoigner de son attachement à la liberté d'information.

Seyoum Tsehaye
(Erythrée)



Le Média

qui incarne le combat pour le droit d'informer et d'être informé.

Democratic Voice of Burma
(Birmanie)



Le Défenseur de la liberté de la presse

Observatoire de la liberté de la presse
(Irak)



Le Cyberdissident

empêché de nous informer via Internet.

Kareem Amer
(Egypte)



Prix spécial Chine

8 mois avant les JO 2008 à Pékin

Hu Jia et Zeng Jinyan
(Chine)





Seyoum Tsehaye

« Journaliste de l'année 2007 »

Pays : **Erythrée**

Chef de l'Etat : **Issaias Afeworki**

Nombre de journalistes emprisonnés : **15**

Nombre de journalistes tués en 2007 : **2**

Situation de la liberté de la presse : **très grave**



Seyoum Tsehaye

Agé aujourd'hui de 54 ans, Seyoum Tsehaye a démarré sa carrière de journaliste dans les montagnes, au sein de la guérilla indépendantiste de l'EPLF. Combattant, photographe et cinéaste, il a documenté pendant ces années de sang la lutte du "petit peuple" d'Erythrée contre l'Ethiopie du dictateur Mengistu. Après l'indépendance, il prend la tête de la télévision nationale, puis de la radio, mais ne perd pas son esprit critique. Connus pour son franc-parler et son caractère affirmé, certains de ses amis le surnomment "Robespierre". Elevé à Addis Abéba, il a fréquenté le lycée français.

Son exigence démocratique, appuyée sur son palmarès de vétéran, le met de plus en plus en porte-à-faux avec le gouvernement dirigé par Issaias Afeworki, son ancien compagnon d'armes en passe de devenir dictateur. Il démissionne de ses fonctions et retourne à sa première passion : la photographie. Il se met alors au service de cette presse privée insolente qui porte haut et fort les revendications démocratiques, après la deuxième guerre avec l'Ethiopie (1998-2000). Il publie des essais et clame son indépendance. L'un de ses amis dit de lui aujourd'hui : "C'était un démocrate au milieu des loups".

Il est arrêté dans la rue, le 21 septembre 2001, au premier jour des grandes rafles qui conduisent en prison les réformistes du parti unique, les journalistes les plus connus et tous ceux qui ont manifesté leur opposition au régime de fer du chef de l'Etat. Son état de santé est préoccupant. On ignore où il est détenu. Il n'a jamais eu droit à une visite ni à un avocat. Il n'a jamais été inculpé ni comparu devant un tribunal.

L'Erythrée, ou le Guantanamo africain

Le 18 septembre 2001, tous les médias privés érythréens ont été soudainement fermés sur ordre du gouvernement et leurs responsables ont commencé à être jetés en prison, un par un. La capitale du plus jeune pays d'Afrique s'est transformée en terrain de chasse pour la police politique pendant plusieurs semaines. Depuis, en plus de centaines d'opposants, une quinzaine de journalistes ont

disparu dans les geôles du pays. Quatre d'entre eux ont d'ores et déjà trouvé la mort dans l'un des centres pénitentiaires qui parsèment le pays. Les quelques Erythréens qui ont pu fuir après avoir été libérés de prison font état de conditions de détention effroyables.

Ceux qui n'ont pas pu fuir ou que la police n'a pas arrêtés ont été contraints de vivre sous la férule d'un gouvernement tout-puissant. En novembre 2006, suite aux défections de plusieurs journalistes célèbres des médias publics, les autorités ont arrêté ceux qui étaient suspectés d'être restés en contact avec les fugitifs ou de chercher à fuir eux-mêmes. L'un d'eux, Paulos Kidane, est mort quelques mois plus tard, en juin 2007, alors qu'il tentait de fuir à pied vers le Soudan.

Même lorsqu'ils sont parvenus à quitter le territoire, les Erythréens continuent de subir le diktat du gouvernement d'Issaias Afeworki. Tous ceux qui vivent en diaspora sont ainsi contraints de verser 2% de leurs revenus à l'ambassade d'Erythrée de leur pays, faute de quoi il leur est interdit de retourner sur leur terre natale, d'y posséder un bien quelconque ou d'y envoyer des colis. Des représailles sont exercées contre les familles de ceux, notamment les journalistes, qui sont parvenus à s'exiler. Des membres de leur entourage proche, des frères, des soeurs ou des parents sont incarcérés indéfiniment, sans contact avec l'extérieur.

Les nominés 2007 dans cette catégorie étaient :

Iqbal Athas - Sri Lanka

Journaliste d'investigation le plus célèbre de l'île, Iqbal Athas a été contraint, en août 2007, de cesser de publier ses articles sur les questions militaires puis de quitter le pays. Quelques jours auparavant, Gotabhaya Rajapaksa, ministre de la Défense et frère du président, avaient retiré la protection policière dont le journaliste bénéficiait depuis plusieurs années.

Iqbal Athas venait de faire des révélations fracassantes sur l'achat d'avions MIG-27 à l'Ukraine. En plus de son poste au *Sunday Times*, Iqbal Athas collabore avec *Jane's Defence Weekly* et la chaîne *CNN*.

Hollman Morris - Colombie

Âgé de 37 ans, Hollman Morris est devenu dans son pays, en proie à une guerre civile de plus de quarante ans, l'un des meilleurs spécialistes des thèmes des droits de l'homme et du processus de paix. Son émission "Contravía" a connu une suspension d'antenne à partir du mois de juillet 2007, officiellement pour des raisons financières.

En réalité, le travail d'investigation de Hollman Morris et ses positions très critiques vis-à-vis du gouvernement d'Alvaro Uribe lui valent de solides inimitiés. Régulièrement menacé par les groupes armés (paramilitaires, guérillas), mais aussi par certains fonctionnaires proches du pouvoir, le journaliste a dû quitter la Colombie à plusieurs reprises.

Jila Baniyaghoob – Iran

Jila Baniyaghoob, 34 ans, collabore avec le quotidien réformateur *Sarmayeh* depuis plus de deux ans. Cette jeune journaliste a aidé à diversifier le contenu de ce quotidien qui s'était d'abord fait connaître pour ses pages économiques. Jila Baniyaghoob a ainsi introduit des pages dédiées à la femme et aux questions de société. Au-delà de son travail, cette journaliste engagée a beaucoup lutté pour les droits de la femme en Iran. Depuis 2006, elle a été arrêtée plusieurs fois pour avoir couvert des manifestations appelant à la fin de "l'apartheid sexuel" et réclamant des modifications des lois touchant à la condition des femmes.



Democratic Voice of Burma

Lauréat dans la catégorie Média

Pays : **Birmanie**

Chef de l'Etat : **Général Than Shwe**

Nombre de journalistes emprisonnés : **6**

Nombre de journalistes tués en 2007 : **1**

Situation de la liberté de la presse : **très grave**



Democratic Voice of Burma (Birmanie)

Fondée en 1992 par un groupe d'étudiants démocrates rescapés des massacres de 1988, la radio *Democratic Voice of Burma*, basée en Norvège, a été l'un des rares médias à pouvoir envoyer des images sur la répression des manifestations en septembre 2007. Grâce à des réseaux de journalistes travaillant dans la clandestinité, la radio et la chaîne de la télévision *DVB* gênent les généraux de Rangoon habitués à contrôler scrupuleusement les informations diffusées par les médias. Malgré les risques, de nombreux Birmans, avides d'informations indépendantes acquièrent des paraboles pour recevoir *DVB TV*.

La radio, quant à elle, émet trois heures par jour, en birman et dans sept langues de minorités ethniques. Elle représente l'une des rares sources d'information libérée de l'implacable censure préalable de la junte. Après des débuts très militants, *DVB* s'est professionnalisée. Pour autant, ses journalistes n'oublient pas qu'ils ont un rôle à jouer en faveur de la démocratie en Birmanie. Ses correspondants en Thaïlande et ses informateurs en Birmanie sont régulièrement harcelés par les services secrets birmans ou la police thaïe.

Le black-out birman

Pour écraser la Révolution safran, les militaires birmans ont commencé par empêcher les journalistes et les militants de témoigner. Dès le 26 septembre, les téléphones portables ont été coupés, ainsi que le réseau Internet. Un reporter japonais, Kenji Nagai, a été froidement abattu dans une rue de Rangoon, tandis qu'une dizaine de journalistes birmans, accusés d'avoir fait sortir des images et des témoignages vers l'étranger, ont été arrêtés.

Pendant deux longues semaines, la Birmanie a exercé une censure préalable militaire sur Internet. Ce contrôle drastique a permis aux autorités d'empêcher la diffusion d'images sur le sort des milliers

de moines et de civils détenus par les militaires.

Depuis plusieurs décennies, la junte au pouvoir impose des règles draconiennes à la presse. Tous les articles, photographies, illustrations, et même les publicités sont relus et vérifiés par des militaires avant publication. Impossible dans ces conditions de parler d'Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix, assignée à résidence depuis 2003, ou de U Win Tin, le plus célèbre journaliste birman, emprisonné depuis 1989.

Pour s'informer, les Birmans n'ont d'autre recours que d'écouter les radios internationales en birman, *BBC*, *VOA*, *RFA* ou *DVB*, ou de contourner les filtres sur Internet.

Les nominés 2007 dans la catégorie « Média » étaient :

Echo de Moscou - Russie

Créée le 9 août 1990, *Echo de Moscou* est une radio d'information et de débats. Elle diffuse 24 heures sur 24 des programmes se concentrant sur l'actualité et privilégie la politique, la culture, l'analyse de la presse, les interviews d'invités, les débats avec les auditeurs, etc.

Sous la direction de son charismatique rédacteur en chef Alexeï Venediktov, la radio moscovite est l'un des seuls médias audiovisuels à donner la parole à l'opposition. En 2007, Garry Kasaprov, dirigeant du « Front civil uni » a été invité.

Les premières années d'existence d'*Echo de Moscou* ont été marquées par de nombreuses interdictions d'émettre ainsi que des pressions. En 2002, Sergeï Lebgrad rédacteur en chef de la radio à Samara (région de la Volga), a été passé à tabac par des inconnus devant son domicile.

Agos - Turquie

Créé en 1997, *Agos* est l'hebdomadaire de la communauté arméno-turque. Hrant Dink, assassiné le 19 janvier 2007 en était le directeur et l'un des éditorialistes.

Dans un premier temps, l'objectif d'*Agos* a été de faire connaître au public la vie de cette communauté, de le familiariser avec ses problèmes et la manière dont les Arméniens et les non-musulmans vivent en Turquie. Avant d'être assassiné, Hrant Dink avait décidé de faire évoluer l'hebdomadaire. Il souhaitait en faire un journal turc, l'ouvrir sur les problématiques de l'ensemble de la société.

« Nous préférons avoir des abonnés démocrates arméniens et démocrates turcs plutôt que seulement la communauté arménienne. Car nous savons, et de nombreux Arméniens s'en sont rendu compte, que sans une démocratisation de la Turquie, il est impossible de résoudre les problèmes de la communauté arménienne aujourd'hui en Turquie », a déclaré son rédacteur en chef, Etyen Mahcupyan.

Umuseso - Rwanda

Considéré comme l'une des rares publications indépendantes du Rwanda, l'hebdomadaire *Umuseso* détient sans doute le record des changements de rédacteurs en chef en l'espace de quelques années. Tous les ans, ou presque, les responsables de ce petit journal imprimé en Ouganda à quelques milliers d'exemplaires, faute d'avoir trouvé un imprimeur assez courageux à Kigali, sont poussés à l'exil.

Pas une année ne passe sans qu'une procédure judiciaire soit lancée à l'encontre de sa direction. Après deux ans de procédure, son jeune directeur de publication, Charles Kabonero, a été définitivement condamné en 2006 à un an de prison avec sursis et une lourde amende pour avoir publié une série d'analyses critiques du fonctionnement du gouvernement. Pourtant, les habitants de Kigali estiment ce journal indépendant et libre, dont les éditoriaux politiques et les enquêtes font autorité.

Tu do Ngon Luan – Viet-Nâm

En avril 2006, la publication dissidente *Tu do Ngon luan* (Liberté d'expression) a fait son apparition dans les grandes villes et sur Internet. Dans la foulée, un mouvement dissident, le Bloc 8406, et un deuxième journal, *Tu Do Dân chu* (Liberté et démocratie), ont été lancés alors que le gouvernement négociait son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce. Celle-ci une fois acquise, la police a convoqué et surveillé les journalistes dissidents Hoang Tien, Nguyen Khac Toan, Nguyen Van Dai, Duong Thi Xuan et Bach Ngoc Duong.

Tu Do Ngôn Luân, réalisée par une équipe de Huê (Centre) et animée par le Père Nguyễn Van Ly, est diffusée sur papier avec un tirage de 10 000 exemplaires en fin 2006 et plus réduit quand la police politique a commencé à harceler ses animateurs.

En février 2007, le Père Nguyễn Van Ly est arrêté. Il sera condamné quelques semaines plus tard à huit ans de prison.

Face à la répression, le père Phan Van Loi, initiateur de *Tu do Ngon luan*, a écrit à Reporters sans frontières : « Nous voulons livrer au Parti et au peuple un message : Seule la vérité libère ! ».



Observatoire de la liberté de la presse

Lauréat dans la catégorie Défenseur de la liberté de la presse

Pays : **Irak**

Chef de l'Etat : Jalal Talabani

Nombre de journalistes et collaborateurs de médias tués en 2007 : **54**

Nombre de journalistes actuellement retenus en otages : **14**

Nombre de journalistes emprisonnés: **3**

Situation de la liberté de la presse : **très grave**



L'Observatoire de la liberté de la presse

L'Observatoire de la liberté de la presse (JFO, acronyme en anglais) en Irak a été créé en 2004, après que de nombreux journalistes aient été emprisonnés et malmenés par les forces de l'ordre irakiennes. Les membres fondateurs du JFO ont pour la plupart été victimes de cette brutalité policière et ont décidé d'unir leurs forces pour venir en aide aux journalistes emprisonnés. A cette époque, les professionnels des médias n'étaient pas encore devenus les cibles de groupes armés dans les proportions que nous connaissons aujourd'hui.

Cette organisation est devenue en quelques années l'une des sources les plus fiables pour recenser les atteintes à la liberté de la presse en Irak. Grâce à un réseau de quarante collaborateurs, tous bénévoles, le JFO couvre l'ensemble du territoire irakien. Il a également su créer des partenariats avec plusieurs organisations internationales. Le site Internet de l'observatoire (www.jfoiraq.org) est régulièrement mis à jour. Malgré les dangers auxquels ils doivent faire face au quotidien, les membres de l'observatoire se mobilisent pour dénoncer non seulement la menace armée des groupes extrémistes, mais également l'inaction des autorités irakiennes devant le bilan toujours plus lourd du nombre de journalistes assassinés en Irak.

L'Irak, cimetière de journalistes

Au lendemain de la chute du régime de Saddam Hussein, en mars 2003, les journalistes irakiens ont retrouvé une liberté de parole longtemps confisquée. Sous l'ancien régime, les médias subissaient un contrôle quasi total de l'Etat, dont le système politique ne permettait pas l'existence de sources d'information indépendantes. Mais depuis 2003, plus d'une centaine de publications et des dizaines de chaînes de télévision locales et nationales ont vu le jour.

Si aujourd'hui les journalistes n'ont plus peur de la prison, ils craignent pour leur survie. Pas moins de 205 professionnels des médias ont été tués depuis le début du conflit en mars 2003. Certains quartiers de Bagdad sont devenus impraticables pour les médias qui ne peuvent pas y envoyer leurs correspondants. Plusieurs groupes armés s'en sont pris aux journalistes au cours de ces dernières

années tandis que les autorités du pays se sont montrées incapables de protéger ceux qui avaient reçu des menaces au préalable.

Par ailleurs, les enlèvements de journalistes n'ont pas diminué. Quatorze d'entre eux se trouvent toujours entre les mains de leurs ravisseurs sans que l'on sache ce qui a pu leur arriver. L'Irak est devenu le pays le plus dangereux au monde pour les professionnels des médias.

Les nominés 2007 dans cette catégorie étaient :

Institute for Reporters Freedom and Safety - Azerbaïdjan

L'Institut pour la sécurité et la liberté des reporters (IRFS), a été créé le 3 mai 2006 - journée internationale de la liberté de la presse - à Bakou, par des journalistes victimes de violences physiques.

Les missions de l'institut sont de fournir une assistance juridique aux journalistes en difficulté, de rédiger des rapports sur la liberté de la presse en Azerbaïdjan et d'enquêter sur les agressions de journalistes.

Abraji - Brésil

L'Association brésilienne de journalisme d'investigation a vu le jour en octobre 2002 à l'université de São Paulo, à l'initiative d'un collectif de journalistes après l'assassinat du reporter Tim Lopes dans une favela de Rio de Janeiro. Face aux difficultés posées à la profession dans les quartiers sensibles des grandes agglomérations, l'association s'est fixé comme objectifs de soutenir la liberté d'expression et de promouvoir une meilleure formation au journalisme d'investigation.

L'Abraji propose régulièrement aux professionnels des médias et aux étudiants des séminaires et des cours de spécialisation. Son site Internet recense de façon précise les attaques envers les médias et délivre une information documentée sur les évolutions du droit de la presse et les jurisprudences en vigueur.

Zimbabwe - Beatrice Mtetwa

Dans un pays où règne un arsenal législatif extrêmement répressif envers la presse, Beatrice Mtetwa a toujours fait prévaloir le droit et la justice, à ses risques et périls. Avocate de tous les journalistes, zimbabwéens et étrangers, emprisonnés par le gouvernement de Robert Mugabe, elle a remporté de nombreux succès, notamment l'acquittement de deux journalistes du *Sunday Telegraph* arrêtés pendant les élections législatives d'avril 2005 et exhibés en tenue de prisonniers par le pouvoir.

Arrêtée en octobre 2003 sous un prétexte fallacieux, elle avait été détenue, battue et humiliée pendant plusieurs heures, avant d'être relâchée sans qu'aucune charge ne soit retenue contre elle. Incapable de parler pendant deux jours, elle s'est pourtant présentée le troisième au même commissariat, pour porter plainte contre les policiers qui l'avaient brutalisée.



Kareem Amer

Lauréat dans la catégorie Cyberdissident

Pays : **Egypte**

Chef de l'Etat : **Hosni Said Mubarak**

Nombre de journalistes emprisonnés : **1**

Nombre de cyberdissidents emprisonnés: **1**

Situation de la liberté de la presse : **grave**



Kareem Amer

"Un an déjà et je suis toujours privé de liberté. La douleur de l'expérience m'a appris qu'aucun sentiment n'égale celui de l'injustice", écrivait le jeune blogueur Kareem Amer, depuis sa prison, en septembre 2007. Abdel Kareem Nabil Suleiman, 23 ans, plus connu sous le nom de Kareem Amer, a été condamné à quatre ans de prison pour avoir critiqué sur son blog la dérive autoritaire du président Hosni Mubarak et dénoncé le fonctionnement de l'université sunnite Al-Azhar, dans laquelle il étudiait le droit. Sur son site, il avait notamment mis en cause la politique de séparation des sexes en vigueur dans cette université. Il révélait aussi les pressions subies par certains religieux pour qu'ils soutiennent Hosni Mubarak.

Kareem Amer a d'autant plus souffert durant son procès que ses parents, sans doute victimes d'intimidations, l'ont publiquement désavoué et ont appelé à sa condamnation à mort. L'"incitation à la haine de l'islam" et l'"insulte du chef de l'Etat" sont des accusations dont on sort rarement indemne en Egypte, où la justice ne brille pas par son indépendance. "Ennemis de la liberté, symboles de l'oppression (...), sachez que vos jours s'embrument déjà. L'aube des générations futures pointe. Demain nous appartient", concluait le blogueur à la fin de sa lettre écrite en prison et publiée sur le site freekareem.org.

Dans l'ombre des pyramides

L'Egypte est plus connue pour son histoire et ses pyramides que pour ses atteintes répétées à la liberté d'expression. Et pourtant le pays ne fait pas exception dans la région. Le président Hosni Mubarak est allergique à la critique et les islamistes ne tolèrent aucun manquement aux préceptes qu'ils défendent. De plus en plus difficile, dans ces conditions, d'aborder, y compris sur le Net, les problèmes de santé du chef de l'Etat ou la mainmise des religieux sur les universités.

Le Président refuse de réformer le code de la presse et d'accorder plus de garanties aux professionnels des médias dont le travail est fragilisé par un texte liberticide qui comprend pas moins

de 35 délits de presse passibles de peines de prison. Et les blogueurs sont désormais sanctionnés au même titre que les journalistes.

Les nominés 2007 dans cette catégorie étaient :

Nguyen Van Dai - Vietnam

Le 11 mai 2007, après seulement quatre heures de procès, l'avocat et cyberdissident Nguyen Van Dai et sa collègue Le Thi Cong Nhan (libéré depuis), a été condamné à cinq ans de prison ferme.

Nguyen Van Dai, 38 ans, a été arrêté, le 6 mars 2007, pour avoir écrit et distribué, notamment par le biais d'Internet et son blog hébergé sur rsfblog, des documents critiquant le pouvoir, répondu à des médias étrangers et utilisé leur statut de juristes pour diffuser leur message.

Roger Santodomingo - Venezuela

Roger Santodomingo a mené une carrière nationale - notamment au sein du quotidien *Tal Cual* et de la chaîne *Venevisión* -, et internationale, au service hispanophone de la *BBC*. Ancien militant d'Amnesty International, ce journaliste reconnu a pris, en 2005, la direction du site Internet *Noticiero Digital*, l'un des portails d'informations et de débats les plus fréquentés du pays. Véritable forum pour les opposants au gouvernement d'Hugo Chávez, tout en étant ouvert aux partisans de celui-ci, *Noticiero Digital* a atteint un pic de 300 000 visites après l'exclusion du réseau hertzien de la principale chaîne de télévision, *RCTV*, le 27 mai 2007.

Victime d'une campagne de calomnie de la part des médias officiels et accusé d'être un "traître à la patrie" Roger Santodomingo a démissionné de son poste de directeur de *Noticiero Digital*, au mois de juillet, après avoir reçu des messages de menaces dirigés contre son jeune fils, Simón, âgé de sept ans.

Yang Zili - Chine

Yang Zili a été arrêté, 13 mars 2001, alors qu'il sortait de son domicile à Pékin. Le 28 mai 2003, il a été condamné à huit ans de prison pour " subversion du pouvoir de l'Etat ", une peine confirmée en appel en novembre 2003.

Son crime ? Avoir publié des articles sur son site lib.126.com, connu sous le nom "Le jardin des idées de Yang Zili," dans lesquels il se prononçait en faveur du libéralisme politique. Il critiquait également la répression contre le mouvement spirituel Falungong et dénonçait les difficultés économiques des paysans chinois.

Aujourd'hui âgé de 36 ans, Yang Zili est diplômé de l'université de Pékin en mécanique. Depuis sa sortie de la Faculté, il exerce la profession d'informaticien.



Hu Jia et Zeng Jinyan

Prix spécial Chine

Pays : **Chine**

Chef de l'Etat : **Hu Jintao**

Nombre de journalistes emprisonnés : **33**

Nombre de cyberdissidents emprisonnés : **49**

Situation de la liberté de la presse : **très grave**



Hu Jia et Zeng Jinyan

Zeng Jinyan et Hu Jia habitent un quartier de Pékin appelé « Ville de la liberté ». Pour eux, ce nom trompeur illustre bien le cynisme des autorités. Inlassables défenseurs de la liberté d'expression, ils vivent depuis plusieurs années en résidence surveillée, sous le contrôle étroit de la police.

Leur quotidien de militants est semé d'embûches : « Dès que les policiers nous empêchent de sortir de chez nous, nous appelons le 110. C'est le numéro de Police Secours. Mais lorsque nous donnons notre adresse, ils rattachent aussitôt. Nous nous sommes déjà plaints auprès du procureur, mais n'avons jamais reçu de réponse. La loi l'oblige pourtant à le faire dans les 60 jours après réception d'une plainte. »

Le couple de militants est isolé. Rares sont ceux dans le pays qui les soutiennent publiquement. "Nous tenons informée de notre situation Wu Qing, une élue de Pékin assez connue, mais elle nous a dit que les autorités refusaient de lui répondre. Même chose avec le maire de la ville. Il ne nous a jamais répondu", expliquent-ils.

Ils ne renoncent pas pour autant : "Parfois, nous sortons dans la rue avec des tee-shirts imprimés avec les messages 'Sous surveillance' ou 'Liberté d'expression'. Mais les policiers nous forcent à rentrer chez nous."

Pour eux, le gouvernement doit accomplir plusieurs changements majeurs avant l'ouverture des Jeux olympiques. Il doit notamment libérer tous ceux qui sont détenus pour s'être exprimés librement. Les autorités doivent également prendre des mesures pour lutter contre la pollution et cesser de surveiller les journalistes étrangers.

"La préparation des Jeux se fait au mépris de nombreux habitants de Pékin. Notre enfant qui vient de naître a le droit de vivre une vie normale. Il a le droit d'être heureux et en bonne santé", confient les deux militants.

La Chine, médaille d'or des violations des droits de l'homme

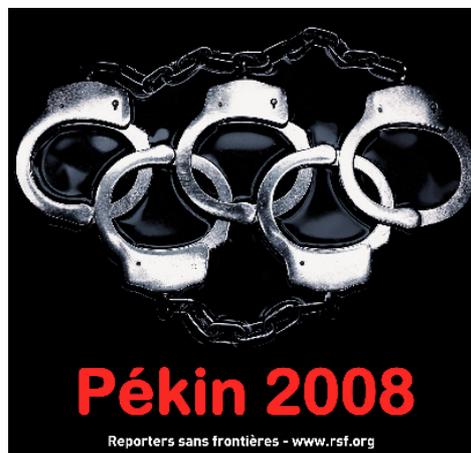
La Chine populaire est la plus grande prison du monde pour les journalistes, internautes et défenseurs de la liberté d'expression. Ils sont une centaine détenus, souvent dans des conditions pénibles, après

avoir été condamnés pour "subversion" ou "diffusion de secrets d'Etat". Malgré une rapide évolution du secteur des médias, désormais soumis à la loi du marché, le Département de la propagande et la police politique continuent de censurer, surveiller et arrêter les journalistes récalcitrants.

En vue des Jeux olympiques de Pékin, les autorités ont libéralisé, en janvier 2007, les régulations pour les journalistes étrangers. Mais au cours de l'année, au moins soixante correspondants internationaux ont été interpellés, malmenés ou surveillés par la police. Récemment, la correspondante d'une chaîne suisse a été frappée et retenue pendant sept heures par les autorités d'un village près de Pékin.

Les journalistes chinois continuent de repousser les limites de la censure, mais les autorités veillent et sanctionnent. En novembre, le Département de la propagande a interdit aux médias chinois de diffuser des reportages "négatifs" sur la pollution de l'air, les relations avec Taïwan concernant le parcours de la torche olympique et les problèmes sanitaires.

Internet est également très surveillé : des milliers de sites d'informations basés à l'étranger sont interdits d'accès et des milliers de cyberpoliciers et cybercenseurs scrutent le Web pour éliminer les propos critiques.



Pour rappeler son attachement à la liberté d'expression, la Fondation de France remet, le 5 décembre, un prix dans 4 catégories avec Reporters sans frontières

La Fondation de France a créé, en 1992, avec Reporters sans frontières, le « prix pour la liberté de la presse » afin de marquer son attachement à la liberté d'expression.

L'information est un droit fondamental bafoué par certains Etats. La loi du silence permet les pires exactions et l'oppression de populations entières. Si des hommes courageux luttent chaque jour pour faire connaître la vérité, trop d'entre eux meurent, sont emprisonnés ou sont soumis avec leurs familles à de terribles pressions.

Dans un monde fortement malmené, la Fondation de France réaffirme sa présence auprès des populations sinistrées. Présents sur toutes les catastrophes d'origine naturelle ou humaine, sur les lieux où les droits de l'homme sont malmenés, les médias jouent un rôle considérable par leur capacité à témoigner et à mobiliser les Etats, les organismes internationaux et l'opinion publique. Cette présence médiatique soutient l'ouverture à la démocratie.

La Fondation de France en bref

La Fondation de France aide les personnes en difficulté en soutenant des projets concrets et innovants, qui répondent aux besoins sans cesse en évolution de la société. Ses valeurs reposent sur le respect de la dignité humaine. Elle agit dans tous les domaines de l'intérêt général : solidarité nationale ou internationale, enfance, santé, recherche médicale, culture, environnement. La Fondation de France abrite également des fondations créées par des mécènes et les conseille dans leur démarche.

En 2006, elle a accompagné plus de 600 fondations placées sous son égide (soit 60% des fondations en France) et distribué 77 millions d'euros sous la forme de 6 400 subventions, prix et bourses.

Indépendante et privée, la Fondation de France ne reçoit aucune subvention publique et ne peut agir que grâce à la générosité de ses donateurs.

Contact presse :

**Magali Mévellec 01 44 21 31 91 magali.mevelllec@fdf.org
www.fondationdefrance.org**